

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Des-forces-qu-un-etat-democratique-ne-devrait-pas-tolerer>

Des forces qu'un état démocratique ne devrait pas tolérer

- Empire et Résistance - Banques -

Date de mise en ligne : vendredi 29 août 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

On attendait avec une certaine impatience le livre de Marcelo Zlotogwiazda et Luis Balaguer sur l'histoire de la Citibank et sa relation avec l'Argentine. Mais on a jamais pensé que le sujet serve, en outre, à raconter entre les lignes, la politique prébendière et délictueuse de la classe dominante locale. Cette politique qui semblait avoir été enterrée pour toujours en décembre 2001 mais qui, avec tout sorte de coups, se tient encore et toujours à poste dans des lieux clef, dénoncés ici un après l'autre.

En décembre 2001, quand la situation argentine catastrophique - politique, économique et culturelle- a explosé, entraînant dans sa chute l'alliance du gouvernement conduite par l'avocat radical (conservateur), Fernando de la Rúa, terminait un cycle entamé en décembre 1984, quand un autre avocat radical (et non moins conservateur), Raúl Ricardo Alfonsín, était devenu le représentant élu pour renouer avec des mécanismes formels de la démocratie, après sept années de dictature militaire (ou civico-militaire).

Cette transition (le terme appartient au catalogue des sciences sociales et les politologues du moment), toujours menacée par le fantôme des soulèvements militaires, pour quelques observateurs, a été la continuation par d'autres moyens de la politique (économique) de José Alfredo Martínez de Hoz, de Robert Alemann et de d'autres « patriotes » qui ont dirigé, entre 1976 et 1983, en connivence avec les segments local et étranger du patronat et la bureaucratie syndicale péroniste, les destins du Palais de Finances. La destruction du parc industriel national a correspondu avec le meurtre de milliers de délégués syndicaux et militants révolutionnaires et avec la fête d'un Mondial du beaucoup des caractéristiques reproduirait celle de la « transition » postérieure.

Le plus grave, sans doute, et la pire des conséquences (le 'triomphe'culturel de la dictature) : l'attitude protagoniste des groupes économiques et ses opérateurs politiques, juridiques et bancaires, ceux qui ont imposé des « modèles » et administrateurs, tous ou presque tous cadres formés dans l'orthodoxie monétariste apprise à Chicago ou similaire, depuis Juan Vital Sourrouille jusqu'à Domingo Felipe Cavallo.

Parmi les acteurs principaux de ce processus il est impossible de ne pas nommer la Citibank, installée en Argentine depuis novembre 1914. L'histoire de cette institution, de très haute influence dans le développement du marché financier et dans le maniement (intéressé) des politiques monétaires, dans la gestion de la dette externe et du lien entre les pouvoirs et les lobbies de chefs d'entreprise locaux, est ce que racontent le journaliste Marcelo Zlotogwiazda et l'enquêteur Luis Balaguer dans un livre récemment paru.

Il s'agit de « Citibank vs Argentine. Histoire d'un pays dans banqueroute », publié par la maison Sudamericana. Le volume, dont l'existence et le contenu avaient filtré de multiples bruits, confirme la cohérence d'un certain journalisme d'investigation, moins compromis avec les fonctionnaires et les dossiers judiciaires qu'avec le corps à corps, la théorie économique et l'astuce (quand il manque des données) pour les raconter comme ils ont été faits. Balaguer, responsable de l'enquête sur les fraudes financières et bancaires qui a mené une recherche parallèle du Sénat des Etats-Unis sur le rôle des organismes de crédit américains en Argentine, est aussi le responsable intellectuel du rapport sur le blanchiment d'argent, trafic d'influences, armes et drogues présenté au Parlement en 2001 par l'actuel député Elisa Carrió. Ce rapport -truffé de noms propres- a mis à jour d la trame des complicités politiciens-chefs d'entreprise qui des mois après l'avoir présenté emmèneraient l'Argentine au default et à l'état terminal ou elle est encore. Dans la « Citibank... » non seulement apparaissent les ministres d'Économie, depuis Bernardo Grinspun à Cavallo, mais aussi les directeurs de la présumée escroquerie idéologique perpétrée contre la majorité de la société civile argentine (celle qui souffre aujourd'hui 60 % de désoccupation) : c'est là qu'on trouve 'beaucoup de noms de la « troupe titulaire » comme John Reed, Daniel Vila, José Luis Manzano, Richard Handley, Raúl Moneta, Juan Navarro et Pedro Pou, entre autres qui aiment cacher leurs mouvements par des 'gant blanc'.

Des forces qu'un état démocratique ne devrait pas tolérer

Ils sont là, mis à nus, les mécanismes des privatisations, la création des fonds de pension, les prêts sans contre-partie légale, l'invention de la CEI, ce conglomérat multimédiatique dirigé par des ignorants dans la matière (et non seulement dans celui-là), le conflit des tarifs téléphoniques, gardées comme des intérêts personnels pour tous les membres de la Coupe Suprême de Justice de Carlos Saúl Menem et à la Rúa, etcetera, etcetera.

Les auteurs écrivent : 'L'analyse de ce livre s'inspire aussi de ce que, dans une autre perspective, a soutenu en 1934 Edouard Daladier, un ex premier ministre socialiste français : 'Il y a deux cent familles qui sont des propriétaires de l'économie française, et par conséquent, de la politique française. Ce sont des forces qu'un état démocratique ne devrait pas tolérer (...) '.

'L'influence des deux cent familles sur le système fiscal, les transports, le crédit. Les deux cent familles placent les leurs à l'avant dans l'Etat et influencent l'opinion publique à travers le contrôle de la presse'. Tel quel, quatre-vingt années après et toujours, si ce n'est en France, en Argentine. Ce livre arrive pour rappeler ce que les argentins, une fois et pour toujours, ne devraient plus jamais tolérer cela.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

Argenpress , Buenos Aires, Août 2003.